

- quatre représentants d'ONG reconnues
- un représentant (permanent) neutre (une personne éminente)

Un directeur exécutif sera choisi par le conseil en consultation avec l'UNICEF et avec l'Asian American Free Labor Institute.

2.5 Quel genre de contrôle est effectué?

Dans les pays producteurs, cela consiste essentiellement à vérifier si des enfants sont affectés aux métiers. Cette tâche revient à une équipe de 12 inspecteurs, qui suivent les procédures exposées en 2.6.

En Allemagne, la structure du programme n'est pas encore finalisée. Dans ce pays, il s'agit de déterminer le degré de pénétration du marché par les tapis portant le label RUGMARK et de vérifier l'authenticité des labels; l'association des importateurs apporte sa collaboration dans l'un et l'autre cas. Chaque label porte un code numérique attribué au point d'origine spécifiant de quel exportateur, fabricant et propriétaire de métier il s'agit. Ces codes sont envoyés à RUGMARK en Allemagne, où ils sont chargés dans une base de données informatisée. En théorie, donc, les faux labels pourraient être identifiés par le numéro de série, mais cela n'exclut pas la possibilité que des numéros valides puissent être reproduits sur plusieurs faux labels.

2.6 Comment le programme RUGMARK garantit-il que de la main-d'oeuvre infantile n'a pas été utilisée durant les différentes étapes de la confection des tapis?

Le programme ne peut fournir de garantie absolue à ce chapitre. Il mise sur une série d'inspections surprises faites au hasard pour dissuader ses participants de manquer à leur engagement de ne pas affecter des enfants aux métiers à contrat. Le nombre d'inspecteurs est passé de quatre il y a un an à 12 aujourd'hui, mais il pourrait être augmenté. Des précautions assez rigoureuses sont prises pour veiller à ce que ces derniers ne se laissent pas corrompre par les participants (les inspecteurs sont jumelés différemment pour chaque affectation et ils ne reçoivent leurs instructions quelques instants à peine avant leur départ). Des 12 604 métiers enregistrés, 6 770 ont maintenant été inspectés, ce qui a permis aux inspecteurs de découvrir que 660 enfants travaillaient à 381 d'entre eux.

La légalité de la confection familiale présente un défi, puisque le fait de demander à des enfants de travailler à des métiers familiaux ne constitue pas une infraction. En 1986, le parlement indien a adopté une nouvelle loi de réglementation et d'interdiction du travail